

Richard Sakwa : la russophobie nous conduit vers la guerre

Richard Sakwa est professeur de politique russe et européenne à l'Université du Kent, et il est largement reconnu comme le principal spécialiste de la Russie en Europe. Sakwa aborde l'histoire de la russophobie et la manière dont elle continue de saper la sécurité européenne. Achetez les produits dérivés de Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Suivez le Prof. Glenn Diesen : Substack : <https://glenndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Soutenez les recherches du Prof. Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du Prof. Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à nouveau, chers amis. Le professeur Richard Sakwa, de l'université du Kent, est avec nous aujourd'hui pour parler de la russophobie et d'un article qu'il a récemment écrit sur ce sujet. Merci beaucoup d'être de retour dans l'émission.

#Richard Sakwa

Avec plaisir.

#Glenn

C'était en mille huit cent trente-six ? Ça fait presque deux cents ans. Richard Cobden. Pardon ?

#Richard Sakwa

Mille neuf cent trente-six... pardon, mille huit cent trente.

#Glenn

Je me corrige. En mille huit cent trente-six. Oui, il y a presque deux cents ans. Pas cent ans, deux cents ans. Richard Cobden, c'est à ce moment-là qu'il a publié son célèbre pamphlet sur le remède à la russophobie. Il y expliquait, en gros, que cette peur ou cette haine irrationnelle de la Russie était très néfaste pour les Britanniques. Bien sûr, c'était avant la guerre de Crimée, dans les années mille huit cent cinquante. Et le point essentiel, c'est qu'il y avait beaucoup de raisons rationnelles pour que la Grande-Bretagne se méfie de la Russie, mais il soulignait qu'il existait aussi une part importante d'

irrationalité. Et c'est justement là que le mot "phobie" prend tout son sens, quand on regarde les aspects culturels et politiques plutôt que les simples intérêts en conflit.

Et en gros, il poussait la Grande-Bretagne à aller vers le conflit alors que ce n'était pas nécessaire. Il a aussi fait des remarques sur le militarisme et l'impérialisme britanniques, en profitant de cette haine envers la Russie, souvent au détriment même du Royaume-Uni. Comme vous l'avez dit, c'était en mille huit cent trente-six, il y a deux cents ans. Et pourtant, deux siècles plus tard, la russophobie reste un sujet d'intérêt, et pour de bonnes raisons. On a souvent une vision très irrationnelle de la Russie, et la Russie joue aussi un rôle clé dans la politique, disons, de l'Occident politique. Mais avant d'empiéter sur vos arguments, je voulais savoir : comment vous interprétez la russophobie ? Comment vous décomposez ce concept ?

#Richard Sakwa

Oui, alors mon premier point serait de dire, et je cite d'autres personnes ici, qu'il faut se demander si le terme « russophobie » est vraiment le bon. Parce qu'une phobie, si on prend par exemple la peur des araignées, l'arachnophobie, eh bien, quand on a peur des araignées, on ne cherche pas à les embêter ni à les attaquer. On essaie plutôt de les éviter et de les laisser tranquilles. Donc, et encore une fois je cite quelqu'un, ce n'est pas mon idée à moi, mais selon cette personne, le mot juste ne serait pas une phobie, mais quelque chose de plus proche de la misanthropie, ou d'un autre terme grec qui signifie la haine de. Autrement dit, ce n'est pas seulement une peur de la Russie, c'est presque quelque chose de plus profond... une forme de haine.

Donc, peut-être qu'un terme plus juste serait « miso russos », ou « miso Russie », d'une manière ou d'une autre. Parce que la russophobie, c'est plus que ce que vous avez suggéré dans vos remarques d'introduction à l'instant. C'est plus qu'une simple critique de la Russie, plus qu'une opposition fondée, disons, sur des intérêts nationaux — ce qui est tout à fait légitime. Vous avez évoqué les années mille huit cent trente, et bien sûr, c'était le moment où Arthur Connolly a plus tard parlé du « Grand Jeu », ce conflit autour de l'Asie centrale, mais aussi de questions plus larges. Cela faisait suite à l'insurrection polonaise de mille huit cent trente à mille huit cent trente et un. Et on peut faire un parallèle avec notre époque : après l'écrasement de cette insurrection, la diaspora polonaise a passé le reste du dix-neuvième siècle à s'agiter contre la Russie, un peu comme le font aujourd'hui nos amis ukrainiens, polonais et baltes.

Il y a donc certains schémas qui se répètent. C'est, en quelque sorte, le premier point. Mais le deuxième, c'est que la russophobie est liée à autre chose, parce que la profondeur de la tentative actuelle de nier la Russie est vraiment unique. C'est sans précédent. Jamais auparavant — ni pendant la première guerre froide, ni même au plus fort des conflits du dix-neuvième siècle — on n'avait vu ça : les liens diplomatiques pas officiellement rompus, mais en pratique plus de diplomatie, plus de dialogue, l'exclusion des équipes sportives russes, la négation culturelle, et la critique de toute personne en Occident qui ose dire, eh bien, on n'est pas obligé d'adopter le point de vue de Moscou.

Mais dire qu'il y a une logique dans les actions de la Russie, que ce n'est pas seulement une pathologie irrationnelle, comme on le dit souvent... Ce que je soutiens maintenant, c'est que la russophobie contemporaine est liée à autre chose. Et, pour simplifier, appelons ça la guerre froide. Il y a d'ailleurs eu récemment un très bon article dans la **Montreal Review**, qui défend l'idée d'une longue guerre froide, commencée dès que les bolcheviks ont pris le pouvoir en mille neuf cent dix-sept. La première guerre froide, c'était la peur du rouge, qui a suivi pendant la guerre civile russe et jusque dans le début des années mille neuf cent vingt.

En fait, les États-Unis n'ont reconnu l'Union soviétique qu'en mille neuf cent trente-trois, sous Roosevelt. Donc, ça, c'est la première guerre froide. Ensuite, on a la guerre froide classique, de mille neuf cent quarante-sept à mille neuf cent quatre-vingt-neuf. Et puis, il y a la troisième guerre froide, qui a commencé comme une paix froide après mille neuf cent quatre-vingt-onze, avant de devenir une vraie guerre froide, si je peux dire, à partir de deux mille quatorze, jusqu'à se transformer en guerre ouverte, celle dans laquelle nous sommes aujourd'hui. Mon point, c'est que ces deux phénomènes — la guerre froide et la russophobie classique, durable, profondément enracinée, celle qu'ont décrite Cobden et aussi dans votre livre sur la russophobie — se renforcent mutuellement. Ils s'alimentent l'un l'autre. Et c'est pour ça qu'on en arrive à une telle intensité.

Vous savez, on a dit, appelez ça misogynie si vous voulez — cette haine de la Russie aujourd'hui est tellement répandue, tellement écrasante, qu'elle s'accompagne, comme je l'ai dit, d'une volonté de nier toute une civilisation, tout un pays. On accuse même, par exemple, Ursula von der Leyen, qui a d'ailleurs déclaré très justement l'autre jour que les gens ne peuvent pas se permettre d'envahir d'autres pays. Elle pensait évidemment à deux mille vingt-deux. Et bien sûr, on peut en débattre sans fin, mais très peu de gens approuvent une guerre, quelle qu'en soit la forme. Pourtant, elle semble avoir oublié qu'il y a eu bien d'autres guerres, des interventions sans provocation, qui remontent jusqu'au bombardement de la Serbie en mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, et, évidemment, l'attaque contre l'Iran le vingt-huit février de cette année.

En d'autres termes, il se passe quelque chose qu'on appelle souvent la « russophobie ». Le mot n'est pas vraiment adéquat, mais le phénomène, lui, mérite d'être analysé. Comme je le dis, il est amplifié par une guerre froide qui n'en finit pas. Et pour conclure, cette troisième guerre froide, en réalité, commence après la fin de la guerre froide classique, celle de Mikhaïl Gorbatchev, à la fin des années quatre-vingt. La décision a clairement été prise à Washington : la Russie est trop grande, trop désordonnée, trop imprévisible, trop dangereuse, trop nucléaire, et ainsi de suite, pour être acceptée dans l'Occident politique.

C'était un projet impossible, malgré les libéraux, malgré de nombreux pro-européens qui, d'ailleurs, restent encore aujourd'hui un lobby très influent à Moscou. Je reviens tout juste des conférences Primakov de l'IMEMO, et je dois dire que les discussions là-bas étaient très réfléchies. Il y avait un débat vraiment animé sur la place de la Russie dans le monde, et la voix pro-européenne reste encore assez forte dans les couloirs du pouvoir au Kremlin. Mais rejoindre l'Occident politique, c'était

impossible. Une alliance militaire dirigée par les États-Unis, créée pour contrer l'Union soviétique... c'était tout simplement impossible. En résumé, beaucoup de facteurs se combinent dans ce phénomène à la fois puissant, destructeur et pernicieux qu'on appelle la russophobie.

#Glenn

Eh bien, c'est intéressant, parce que ce n'est pas seulement, disons, une seule variable. Si on regarde le début du dix-neuvième siècle, c'est à ce moment-là que les Russes ont vaincu Napoléon. Dans une certaine mesure, ça a mis fin à la rivalité entre les Britanniques et les Français, ces deux puissances maritimes concurrentes. Pas vraiment à l'avantage de la Russie, parce qu'à partir de là, il devenait plus facile pour eux de s'unir contre elle. Et bien sûr, pendant ces mêmes guerres napoléoniennes, les Russes ont brièvement envoyé une armée cosaque en direction de l'Inde britannique, ce qui a aussi modifié, je dirais, la perception de la menace en Grande-Bretagne. Autrement dit, les défis ne devaient pas forcément venir des puissances maritimes.

Cela pourrait aussi venir de cette puissance terrestre russe en pleine expansion militaire. Mais ce que vous avez dit sur les Polonais est intéressant, parce que ça s'ajoute à tout ça. Eux aussi, bien sûr, ont eu leurs propres conflits avec les Russes. Beaucoup de gens appellent cela un testament de Pierre le Grand, ce qui est, en réalité, une supercherie. Mais on le cite souvent comme un texte fondateur de la russophobie, parce qu'il reposait largement sur des sentiments polonais anti-russes, et qu'il a été diffusé en direction des Français. En gros, l'argument est très proche de ce qu'on entend encore aujourd'hui : les Russes chercheraient toujours à s'étendre, petit à petit, avec pour objectif final de dominer l'Europe.

En d'autres termes, la lutte des Polonais contre la Russie, c'était une lutte pour toute l'Europe, quelque chose qui devrait rassembler tout le monde. Et ça ressemble beaucoup à ce qu'on dit aujourd'hui : les Ukrainiens, leur combat, c'est aussi le nôtre. Parce qu'une fois que les Russes en auront fini avec l'Ukraine, qui sera le prochain ? Vous voyez, c'est ce grand monstre qui n'a pas vraiment de préoccupations de sécurité, mais plutôt un appétit sans fin pour plus de territoire et de domination. Et comme vous l'avez dit, c'est très difficile de s'opposer à ça avec des arguments, parce qu'on finit soit par répéter les slogans, soit par être presque traité de traître. Mais alors, comment voyez-vous ce faux testament de Pierre le Grand dans ce rôle historique de la russophobie ?

#Richard Sakwa

Oui, enfin, c'est vrai, c'est l'un des piliers, un peu comme l'équivalent du côté juif — le faux créé par la police secrète tsariste à la fin du dix-neuvième siècle. Oui, donc effectivement, c'est l'un des modèles. Et il alimente vraiment une certaine vision. Je dirais qu'on peut identifier, disons, quatre grands paradigmes pour interpréter le comportement de la Russie aujourd'hui. Le premier, qui s'appuie en partie sur ce soi-disant témoignage, mais pas seulement, c'est le modèle impérial — l'idée que la Russie est, par nature, une puissance expansive, impérialiste et despotique. Donc pas seulement expansionniste, mais aussi, à l'intérieur, une puissance typiquement despotique.

Et puis, elle essaie d'exporter son autocratie à l'étranger, un modèle très puissant. On rappelle souvent que cet élément impérialiste était masqué à l'époque soviétique, parce qu'on pensait que c'était le communisme qui s'étendait. Aujourd'hui, cette couche communiste a disparu, révélant la véritable nature de la Russie. Ça, c'est le premier modèle. Le deuxième, c'est un argument intéressant, lié au premier, mais qui porte sur le type de régime. Selon cette idée, la Russie est, depuis toujours, autocratique, despotique. Et évidemment, les Polonais diraient sans hésiter qu'elle est fondamentalement antilibérale.

Et il y a beaucoup d'éléments qui soutiennent cet argument. Mais bien sûr, à l'intérieur de la Russie, les débats continuent d'une manière vraiment impressionnante. C'est, je crois, le point essentiel — comme diraient les Américains, ma principale conclusion de ma récente visite — c'est l'intensité des débats en Russie. Alors, l'idée simple avancée, par exemple, par Michael McFaul dans son dernier livre, sur la démocratie contre l'autocratie, c'est une simplification énorme. D'un côté, oui, la Russie est une autocratie. C'est un système autoritaire, personne ne le conteste, un système politique très contrôlé, et ainsi de suite. Mais à l'intérieur de tout ça, c'est aussi un système très personnalisé... sans pour autant être personnel.

Ce que je veux dire par là, c'est que la différence, c'est que les institutions fonctionnent. Ce n'est pas simplement une kleptocratie corrompue. Les systèmes marchent. Par exemple, le Premier ministre, Mikhaïl Michoustine, dirige un gouvernement qui est remarquablement efficace. Vladimir Gelman parle de mauvaise gouvernance, et oui, il y a beaucoup d'éléments de mauvaise gouvernance là-dedans. Mais le système... il suffit d'aller en Russie, à Moscou, ou à Pskov, où nous étions il n'y a pas longtemps, et ailleurs, pour se dire : eh bien, en fait, ce n'est pas une société mal gouvernée. À Moscou, je n'ai pas découvert, je n'ai pas croisé — pour un Britannique, c'est presque une obsession — un seul nid-de-poule.

Bien sûr, quand on revient en Angleterre, comme beaucoup le disent, on a l'impression de revenir dans le tiers-monde. C'est choquant : l'état de nos routes, de nos services publics, de notre environnement physique, avec les graffitis, la saleté, les déchets un peu partout, et j'en passe. Et puis, on va à Pskov, ou dans n'importe quelle ville de province en Russie aujourd'hui, ou à Moscou... c'est bien géré. Autrement dit, la question démocratie contre autocratie cache en réalité beaucoup de choses. Ce qui compte, c'est de savoir comment le système est gouverné, et à quel point il l'est bien. Dans quelle mesure il fournit des biens publics, et ainsi de suite. Sur ce plan-là, la Russie est bien plus avancée que le Royaume-Uni.

Je ne veux pas nous dénigrer, parce qu'on a aussi fait d'énormes progrès dans ce domaine. Mais si on parle du numérique et de la gouvernance électronique en Russie, il y a maintenant ce qu'on appelait autrefois les MFC, les centres multifonctionnels — aujourd'hui, ça s'appelle « Mes Documents ». On peut y aller pour obtenir de l'aide, utiliser des ordinateurs, remplir ses formulaires de retraite, ses déclarations d'impôts, et ainsi de suite. Bref, ça, c'est le deuxième paradigme. Le troisième, c'est un paradigme civilisationnel. En d'autres termes, aujourd'hui l'Ukraine, comme les

Polonais avant elle, serait en train de retenir les hordes barbares venues d'Asie. Et là, on touche vraiment à tout ce qui relève des débats postcoloniaux, et à l'orientalisme tel qu'en parlait Edward Said.

Alors, comme vous le dites, il y a beaucoup d'éléments, et ce testament n'est qu'un petit morceau d'un discours plus large, qui cherche à décrire cette hostilité, en fait, qu'il faut qu'on analyse. D'une certaine manière, est-ce que cette hostilité, c'est vraiment une affaire entre l'Europe et la Russie, ou plutôt entre les États-Unis et la Russie ? Parce que ce qu'on découvre aujourd'hui, c'est que cet « Occident politique », cet « Occident collectif », n'est pas si uni que ça. Les États-Unis ont toujours été une partie à part de cet Occident politique. Et bien sûr, comme on le voit avec Trump, et comme on l'a vu à l'époque de la détente, il peut y avoir des moments d'apaisement. Et il semble que ce soient les Européens, aujourd'hui, qui soient les plus profondément imprégnés de cet esprit russophobe, plutôt que Washington.

#Glenn

Je suppose que cette idée toute simple, selon laquelle le monde se divise entre démocratie libérale et régime autoritaire, c'est un peu le seul prisme à travers lequel on regarde tout. C'est assez particulier, d'ailleurs, propre à l'Occident. On a tendance à faire ça pour tous les conflits. On n'a même pas besoin de savoir où se trouvent les pays sur la carte. Dès qu'un conflit éclate, tout ce qu'on entend, c'est : liberté contre terrorisme, civilisation contre barbares, démocratie libérale contre autoritarisme. Ce genre de vision binaire et simpliste nous évite d'avoir à connaître le contexte, l'histoire, ou même la géographie. Mais on dirait que ça fonctionne, justement parce que c'est profondément ancré dans la nature humaine. En tant qu'êtres humains, on est des individus rationnels, mais on reste aussi des animaux sociaux.

Autrement dit, on s'organise en groupes pour des raisons de sécurité et de sens, et c'est dans l'instinct humain de considérer notre propre groupe comme le « bon ». Nous, les autres, le groupe extérieur, seraient les « mauvais », en quelque sorte. C'est une manière efficace de maintenir la cohésion interne. Et j'ai toujours eu l'impression que les Russes ont été, pour l'Europe de l'Ouest, le groupe extérieur idéal. En gros, eux, c'étaient les méchants, et nous, les gentils. On les voyait comme les Asiatiques de l'Europe, les barbares face à notre civilisation, l'Est face à notre Ouest. Et d'ailleurs, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, la manière dont on parlait de la Russie et de la russophobie était souvent liée à des questions ethniques, avec cette idée que la composante asiatique symbolisait la barbarie.

C'était un point assez central, si on écoute beaucoup de discours politiques. Mais quand la guerre froide a commencé, on a eu l'impression que tout ça s'était un peu transformé en idéologie, parce que ça s'est naturellement inscrit dans une logique binaire. En gros, eux, c'étaient les communistes face à notre capitalisme. Les autoritaires face à notre démocratie. Les athées face à notre christianisme. Donc, ça a créé une division naturelle. Mais après la guerre froide, quand on a de nouveau redécoupé le continent avec l'élargissement de l'OTAN, on a dû, là encore, réintroduire une

forme de division idéologique. Et aujourd'hui, bien sûr, tout est présenté comme une opposition entre la démocratie libérale et le système autocratique.

Mais comme l'avait dit George Kennan dans les années quatre-vingt-dix, c'est une façon vraiment simpliste de comprendre la complexité de la politique européenne. L'idée qu'on puisse simplement tracer une ligne et faire comme si, je sais pas, la Pologne, les pays baltes, tous ces États étaient d'une certaine manière beaucoup plus démocratiques... et que, voilà, c'est la grande frontière pour comprendre la différence entre eux et la Russie... ça n'a pas beaucoup de sens. Mais je voulais quand même vous demander, parce que vous avez évoqué ce nouvel accent mis sur l'ethnicité, et c'est un aspect intéressant que l'Ukraine apporte dans tout ça. Parce que, traditionnellement, leur manière de se définir comme distincts des Russes remonte à la Rus' de Kiev. Ils se considèrent comme les héritiers de la Rus' de Kiev, alors que les Russes, eux, seraient en quelque sorte les héritiers des Mongols.

Donc, ils sont présentés comme ces barbares asiatiques, vous savez, des sauvages qui menacent les portes de l'Europe depuis l'est. Et encore une fois, c'est pour ça que beaucoup de commentaires sur la Russie prennent soudain une tournure ethnique — toutes ces références aux orcs, par exemple. On voit ce discours, encore minoritaire, mais qui commence peu à peu à gagner du terrain en Europe. Autrement dit, on recommence à regarder la Russie à travers un prisme ethnique. On entend ça surtout dans les pays baltes, mais aussi dans certaines remarques sur le soi-disant ADN des Russes. Comment vous voyez ça ? Vous pensez que c'est une nouvelle façon de redéfinir "l'autre" ? Parce que, franchement, ce n'est pas une évolution très positive.

#Richard Sakwa

Non, c'est encore une autre des sources de cette hostilité envers la Russie contemporaine. Avant d'aller plus loin, je veux juste préciser une chose très clairement : quand on parle de russophobie, ça ne veut pas dire qu'on ne peut pas formuler de critiques légitimes sur le système, sur ses politiques ou sur d'autres aspects. C'est tout à fait normal. Ce que nous essayons de mettre en évidence, c'est le niveau anormal d'hostilité. On n'arrive même plus à avoir un vrai débat, un vrai dialogue avec un partenaire européen. Et c'est, bien sûr, l'une des raisons pour lesquelles nous nous retrouvons aujourd'hui dans cette guerre. Et parmi les éléments qui alimentent cette situation, il y a précisément ce que vous venez d'évoquer : la perspective galicienne orientale, qui a toujours été très hostile à Moscou, aux Moscovites, les traitant de « Moscali » et ainsi de suite depuis plusieurs siècles.

Une virulence qui, bien sûr, trouve ses racines historiques dans l'ancien empire de la République des Deux Nations, qui englobait cette région du monde — l'actuelle Ukraine de l'Ouest — puis, plus tard, faisait partie de l'Empire austro-hongrois. C'est clairement l'un des éléments marquants. En d'autres termes, cette hostilité galicienne envers la Russie — appelons-la comme ça — était en partie compréhensible, puisque ces deux empires, la République polono-lituanienne et l'Empire austro-hongrois, faisaient face à l'expansion de l'Empire russe. On peut donc en comprendre la logique.

Mais aujourd'hui, tout cela est surmultiplié. Et ce qui s'est passé, c'est qu'un peu comme pour la diaspora polonaise au dix-neuvième siècle, leurs griefs particuliers ont trouvé une immense caisse de résonance, amplifiée par les institutions de l'OTAN et par celles de l'Union européenne.

Et c'est la même chose pour les républiques baltes. Je veux dire, elles ont des plaintes et des griefs légitimes — qui n'en a pas ? Mais au lieu que, après la fin de la guerre froide, après l'effondrement de l'Union soviétique, l'Union européenne serve de cadre à la réconciliation et au dépassement des blessures historiques — qui, bien sûr, sont tout à fait légitimes, je veux dire, ces réalités historiques existent, et en Pologne en particulier, avec les massacres de Katyn et d'autres — ce sont des choses qu'on ne devrait pas balayer sous le tapis. Il faut en parler, mais de manière équilibrée, informée, et avec une vraie perspective historique. Or, au lieu de ça, elles sont devenues, si l'on peut dire, mimétiques — c'est-à-dire qu'elles font désormais partie, en quelque sorte, de l'ADN de l'Occident politique, qui aujourd'hui se construit sur une hostilité envers la Russie. Et puis, un autre point que vous avez mentionné, c'est cette opposition entre démocratie et autocratie.

En partie, l'une des causes et des conséquences de ce conflit aujourd'hui, c'est qu'en Europe même, on se retrouve, dans la partie occidentale du continent, pris au piège entre, d'un côté, ce que j'appelle, et que j'appelle depuis des années, le « démocratisme ». C'est cette idée qu'il y a des choses plus importantes que la démocratie. Par exemple, en Ukraine, rejoindre l'OTAN était considéré comme la chose démocratique à faire, même s'il y avait une majorité populaire contre. C'était l'un des aspects les plus étonnants, comme pour les votes sur la Constitution européenne : c'est la bonne chose à faire, même si le peuple s'y oppose. Voilà, c'est ça, le démocratisme.

Et bien sûr, il y a l'élection roumaine de décembre deux mille vingt-cinq, où, en gros, un candidat a été écarté, et les élections moldaves récentes. Ça, c'est d'un côté. Vous avez ce que l'auteur appelle le démocratisme. De l'autre côté, vous avez l'illibéralisme, qui, encore une fois, affaiblit le constitutionnalisme, affaiblit l'État de droit. Le précédent gouvernement en Pologne, par exemple. Ou encore le précédent gouvernement en Hongrie. Autrement dit, en partie, quand on remet en question la russophobie et les structures d'hostilité, il s'agit aussi d'un besoin, pas simplement d'un réflexe, de ne pas soutenir automatiquement les illibéraux s'ils sont favorables à la Russie, ou, à l'inverse, de s'y opposer, comme le fait le démocratisme.

Mais en effet, se tenir sur une véritable plateforme démocratique, c'est-à-dire, vous savez, des élections libres et équitables, un État de droit indépendant et impartial, un accès à des médias libres et impartiaux, et ainsi de suite. Ce sont là des principes classiques du libéralisme. Et, vous savez, je dirais que c'est exactement ce que nous devons faire. Bien sûr, le libéralisme lui-même, si on le regarde autrement, a connu une forme de libéralisme de la guerre froide, qui a clairement été instrumentalisé pour mener cette guerre contre l'Union soviétique. Mais aujourd'hui, cet héritage perdure. Autrement dit, nous devons nous regarder en face et comprendre les pathologies du monde politique occidental, celles qui engendrent le conflit de l'autre côté.

Bien sûr, ça n'excuse en rien ce que la Russie peut faire elle-même. Mais vous avez tout à fait raison. Une fois que cette couche idéologique a été retirée, ils ont essayé d'imposer une sorte de fausse distinction entre les autocraties et les démocraties, comme s'il n'existait pas tout un spectre — ou même plusieurs — entre la bonne et la mauvaise gouvernance. Entre la capacité à fournir efficacement des biens publics et l'incapacité à le faire. On peut le mesurer, par exemple, à travers la pauvreté infantile, les niveaux généraux de pauvreté, l'accès aux retraites, aux soins de santé, et ainsi de suite. C'est dans une vision plus complexe, à mon avis, que ce débat devrait se situer.

#Glenn

Oui, eh bien, même Richard Cobden avait déjà fait ce constat en mille huit cent trente-six. Il critiquait assez vivement les ambitions impériales de la Russie, mais ça ne l'empêchait pas de reconnaître aussi le militarisme britannique, et de voir comment la peur de la Russie était exagérée pour alimenter ce militarisme. Il me semble qu'il ne devrait pas y avoir de contradiction là-dedans : on peut reconnaître que les deux camps font de mauvaises choses. Mais aujourd'hui, on a l'impression que tout est devenu un match de foot. Il faut absolument soutenir la bonne équipe. Et on se laisse tous happer par ces récits. Cela dit, ce n'est pas une inquiétude déraisonnable, par exemple pour la Pologne ou les pays baltes, de craindre d'être dominés par la Russie.

En effet, si c'était la fin de la guerre froide, et si j'étais Polonais, je préférerais sans doute me trouver du bon côté des lignes de partage d'une Europe à nouveau divisée, plutôt que d'avoir simplement supprimé ces lignes. Et cela, à cause des souvenirs et des blessures de l'histoire. Mais, cela dit, il faut aussi reconnaître de façon rationnelle que la sécurité européenne ne peut pas reposer sur la vengeance historique. Il faut faire des efforts pour réduire la compétition en matière de sécurité. C'était justement l'objectif d'une architecture de sécurité paneuropéenne. C'est pour cela qu'on a adopté la Charte de Paris pour une nouvelle Europe, en mille neuf cent quatre-vingt-dix. C'est aussi pour cela qu'on a créé l'OSCE. Nous avons compris qu'on ne pouvait pas fonder la sécurité sur la domination, ni sur le maintien de la faiblesse des autres. La sécurité doit être indivisible.

Mais d'une certaine façon, tout ça a disparu, et on est tous devenus, en quelque sorte, des Lettons. On a tous dû commencer à adopter cette idée que les Russes sont, par nature, mauvais, et que la seule manière d'être en sécurité, c'est de les contenir ou de les vaincre. Et pourtant, il y a un contre-argument qui peut très bien coexister. On peut dire que la Russie peut être dominante, voire abusive envers ses voisins, mais on peut aussi dire, en même temps, que la Russie a des préoccupations défensives légitimes. D'ailleurs, c'est James Baker lui-même qui faisait ce constat dans les années quatre-vingt-dix. Il expliquait que si on élargissait l'OTAN pour aider les voisins de la Russie, on obtiendrait exactement l'effet inverse, parce que ce serait une prophétie autoréalisatrice. La Russie verrait l'expansion progressive de l'OTAN vers ses frontières, et elle y verrait la nécessité de contrôler les pays qui l'entourent.

Encore une fois, j'aimerais qu'on puisse nous comparer à eux, mais on dirait que ce n'est plus possible. Si on prend le même raisonnement, imaginons que la Russie ou la Chine commencent à s'implanter en Amérique latine, qu'elles installent des bases au Mexique... Les États-Unis réagiraient immédiatement, et très violemment. Ils exigeraient d'avoir une influence exclusive, et ils agiraient de manière brutale. Donc, on peut dire que les Russes ont leurs raisons, ou que leur logique suit la même ligne. Mais on n'a même plus le droit de poser cette comparaison. C'est pour ça que je n'ai pas été surpris, mais j'ai trouvé intéressant d'entendre le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, au sommet de l'Alliance, quand il disait que l'attaque de la Russie contre l'Ukraine était complètement folle.

Comment un pays peut-il encore en attaquer un autre au vingt et unième siècle ? Mais lui, non... enfin, c'était absurde d'entendre ça, parce que les démocraties mûres affirment qu'elles ne font pas ce genre de choses. Combien de guerres avons-nous menées, déjà ? C'est juste... enfin bref. Mais encore une fois, ça ne lui a même pas traversé l'esprit. Je pense que c'est parce que ce sont des guerres dites libérales et démocratiques, donc menées pour des valeurs, ou quelque chose comme ça. Du coup, ça ne compte pas vraiment comme une guerre. Et donc, on ne peut pas se comparer aux Russes. Apparemment, tout ce qu'ils font, même quand ils font la bonne chose, c'est toujours pour de mauvaises raisons. C'est, en gros, comme ça que c'est perçu.

#Richard Sakwa

C'est ça. Il y a deux choses là-dedans. D'abord, le fait qu'il n'arrivait même plus à voir plus large. J'ai utilisé le mot « hermétique » : c'est fermé. L'Occident politique n'arrive plus à dialoguer avec l'autre, à comprendre les préoccupations de l'autre, comme George Kennan savait le faire. Vous avez mentionné James Baker : cette génération-là le pouvait. Cette génération qui se souvenait encore de la Seconde Guerre mondiale, de l'esprit de Yalta et de Potsdam, si vous voulez, où les grandes puissances travaillaient ensemble pour la paix, pour créer les Nations unies, et ainsi de suite. Toute cette génération, toute cette manière d'aborder les choses a disparu : cette approche pluraliste, ouverte. Et à la place, on a quelque chose d'hermétique.

Donc, ce n'est pas étonnant qu'ils soient incapables de voir quoi que ce soit en dehors de leur propre idéologie, de leur propre logique fermée, même quand il s'agit d'une guerre. Et c'était encore le jour du sommet d'Ankara qu'il a déclaré qu'ils bombardaient à nouveau l'Iran à ce moment-là, sans même parler de la guerre dans le sud du Liban. La deuxième chose, c'est que, si on remonte à Helsinki en mille neuf cent soixante-quinze, ou surtout à Paris en mille neuf cent quatre-vingt-dix, cette question historique, pour eux, elle n'est pas seulement hermétique. Elle est presque anhistorique, ou complètement décontextualisée. Et si on essaie de remettre les choses en contexte, comme vous le faites, comme je le fais, comme beaucoup de vos invités le font, alors ce contexte devient, à leurs yeux, une forme d'apaisement. Et ce terme épouvantable, vous savez, de « Putin-Versteher » ou « Russland-Versteher »... comprendre devient presque un acte de trahison.

C'est un acte d'apaisement. Totale. Franchement, la première fois que je l'ai entendu, je n'arrivais pas à croire que quelqu'un puisse sérieusement dire que comprendre, c'est une mauvaise chose, qu'on ne devrait pas le faire. Et bien sûr, concernant l'invasion de février deux mille vingt-deux, ça a été un choc. Vraiment. J'en ressens encore les effets, pour être honnête. C'était un événement bouleversant, mais on en comprend le contexte et les raisons. L'histoire n'a pas commencé le vingt-quatre février deux mille vingt-deux, pas plus qu'elle n'a commencé le premier août mille neuf cent quatorze. Il faut remonter en arrière, regarder les alliances militaires, les évolutions économiques, et tout le reste. C'est exactement ce qu'on fait aujourd'hui.

Nous essayons de comprendre comment on en est arrivé à cette situation, où les préoccupations de sécurité de la Russie n'ont pas été reconnues. Pas seulement dans leurs propres termes, mais même l'idée même que la Russie puisse avoir des préoccupations de sécurité légitimes était perçue comme une menace, comme une sorte de slogan de Moscou, ce genre de langage-là. Et cela nous amène à un autre point : l'appauvrissement et la vulgarisation du langage. Le type de langage, par exemple, auquel Joe Biden s'est livré, était consternant. Un homme, Biden, qui était censé être un expert en politique étrangère tout au long de sa carrière politique, et pourtant, il s'est laissé aller à un langage d'une grossièreté extrême. Ce qui, bien sûr, sous Pete Hegseth et Donald J. Trump, a atteint son paroxysme.

Des mots comme « ordures » reflètent bien le langage de Biden quand il parle du mal et dit, vous savez, « cet homme », en parlant de Poutine, « ne peut pas rester au pouvoir ». Eh bien, cette réduction complète à une vision totalement personnalisée du monde — la Russie de Poutine, Poutine fait ceci, Poutine fait cela. Mais à l'intérieur de la Russie, il y a tout un vaste appareil d'État, de très longues traditions diplomatiques, tout un réseau de groupes, de courants et d'institutions, qui participent tous au grand débat politique sur la politique à mener. Autrement dit — et c'est mon dernier point, désolé d'être un peu long — c'est pour ça que j'insiste sur cette idée de l'Occident politique. Quelque chose s'est passé chez nous, en Occident. Et je défends l'Occident comme une organisation libérale, constitutionnelle et démocratique, avec de nombreuses réussites dans cette direction.

Alors, permettez-moi d'être très clair. Il ne s'agit pas simplement de nier notre propre expérience. Ce que nous voulons, et ce que je défends clairement, c'est que nous devons reconnaître nos propres faiblesses et essayer d'en tirer un Occident meilleur. Mais cet Occident meilleur ne peut pas reposer sur ce système de pouvoir atlantique, sur cet Occident politique établi après mille neuf cent quarante-cinq, dirigé et dominé par les États-Unis. C'est devenu quelque chose de morbide, de pathologique. Cet Occident politique — écoutez simplement l'OTAN, écoutez les dirigeants là-bas — il est intellectuellement stérile, géopolitiquement dangereux, et au final, il nous nuit autant qu'il nuit aux autres. Il est donc temps de dépasser ce cadre actuel de sécurité atlantique.

Comment ? Eh bien, c'est clairement impossible pour le moment. Mais oui, il faudrait retrouver une sorte de vision pancontinentale, où la sécurité est essentielle. Vous avez évoqué tout à l'heure cette idée — de Lisbonne à Vladivostok — devenir post-américains, mais pas anti-américains, bien sûr,

simplement post-américains. Un nouvel ordre de sécurité, en partenariat avec les États-Unis, avec la Chine, avec l'Inde, et d'autres encore. Nous vivons aujourd'hui dans le deuxième quart du vingt et unième siècle, et pourtant, on semble toujours prisonniers des haines du dix-neuvième siècle, celles qui ont conduit à la Première Guerre mondiale, à la guerre de Crimée, et à tant d'autres tragédies.

Essayons encore, mais sur une meilleure plateforme. C'est, à mon avis, là où nous mène ce débat sur la russophobie : à comprendre nos propres pathologies, la pathologie de cette haine, de cette haine absolue, qui, bien sûr, ne fait que s'amplifier. Ils adorent ça à Lviv. Ils adorent ça en Galicie. Ils adorent ça dans les pires recoins de la Pologne. Permettez-moi d'insister sur un point : en Pologne même, il y a aussi un débat très vif, très animé. Je reçois sans arrêt toutes sortes de messages de gens en Pologne, qui sont d'une sévérité implacable envers la manière dont la Pologne a, par le passé du moins, été l'un des fers de lance de cette russophobie.

Parce qu'en Pologne aussi, il y a une très longue tradition de... disons, sans aller jusqu'à parler de russophilie, une forme de compréhension et d'engagement avec la culture russe, la politique, la littérature, l'art, et tout ce qui va avec. Et c'est justement ça qui rend la situation si dévastatrice. Aujourd'hui, en Europe, on est en train d'assister à un basculement complet de la guerre russo-ukrainienne vers une guerre russo-européenne. Et ça, ça nous mènerait tous à notre perte. Il faut le dire clairement : non, nous ne voulons pas aller dans cette direction. Il y a des gens bien en Pologne, en Lettonie, et bien sûr, avant tout, en Ukraine... surtout en Ukraine. Et cette manière de présenter les choses, comme vous le disiez, en opposant le bon, le noble Ukrainien à un Russe barbare, presque caricatural, c'est une véritable dégénérescence. C'est uniquement un récit politique, une construction idéologique.

En résumé, à mon avis, cette guerre russo-ukrainienne est une guerre dévastatrice entre deux grands peuples slaves — majoritairement slaves, pas entièrement d'un côté ou de l'autre, mais en grande partie — deux grandes civilisations orthodoxes, si proches à bien des égards. Et c'est en partie ce qui explique, bien sûr, l'intensité du conflit : ils sont tellement proches. Les nationalistes ethniques ukrainiens ont voulu, évidemment, marquer une distance particulière, d'où la répression de la culture russe en Ukraine. Mais il existe une large partie de la population ukrainienne — et c'est à eux que je dédie mon livre sur la guerre russo-ukrainienne, **L'Autre Ukraine** — ceux qui aspirent à un pays multilingue, multiconfessionnel, tolérant, pluraliste, et entretenant de bonnes relations avec tous ses voisins.

#Glenn

Bon, laissez-moi poser une dernière question, puisque vous avez parlé de cette immaturité politique. Vous avez aussi mentionné tout à l'heure que des figures comme Ken et Baker ont disparu de la scène politique. Et, en gros, vous suggérez qu'on n'a pas vraiment de remplaçants. Donc, encore une fois, le discours politique d'aujourd'hui est très différent. Et je me demandais pourquoi, parce

que... enfin, toutes les preuves semblent là, mais il n'y a aucune responsabilité. Tout le monde sait pourtant que, vers la fin des années quatre-vingt, on travaillait, depuis les accords d'Helsinki, à trouver un moyen pour que l'Est et l'Ouest puissent collaborer.

Notre principal défi, comme beaucoup l'ont compris, c'était de remplacer la logique des blocs rivaux par une architecture de sécurité européenne inclusive, fondée sur la sécurité indivisible. Tout cela relevait du bon sens, et c'est pour ça que, dans les années quatre-vingt-dix, quand on a commencé à parler d'élargir l'OTAN — autrement dit, d'étendre le bloc militaire de la guerre froide au lieu de construire cette architecture de sécurité fondée sur la sécurité indivisible —, il y a eu une opposition massive. Cinquante grands universitaires américains, des ambassadeurs, des responsables militaires ont signé des lettres pour avertir que cela finirait en catastrophe. Et au fil des années, le directeur de la CIA, William Burns, a lui aussi expliqué que si on essayait d'attirer l'Ukraine dans l'orbite de l'OTAN, cela déclencherait une guerre civile et une invasion russe — quelque chose que la Russie ne voulait pas faire.

On savait tout ça, vous savez. Merkel avait même dit qu'offrir l'adhésion à l'OTAN à l'Ukraine, ce serait une déclaration de guerre. On le savait. C'était du simple bon sens. Et puis, soudain, arrive deux mille quatorze, et du jour au lendemain, la Russie devient, ah, c'est l'empire, c'est dans l'ADN russe, ils veulent dominer leurs voisins. Tout d'un coup, toute la réalité, toute notre mémoire historique, tout a disparu. Même les mêmes personnes ont oublié ce qu'elles disaient quelques semaines plus tôt. Et puis, si on avance un peu, on a eu les années du Russiagate avec Trump. Pendant des années, chaque gros titre disait que j'étais un agent du Kremlin... jusqu'à ce qu'on découvre, eh bien oui, tout ça était faux.

Et puis, on a tout simplement oublié. Et à chaque référendum, à chaque élection qui ne renforçait pas la cohésion interne de l'Occident — que ce soit le Brexit ou la montée du populisme — tout devenait une grande conspiration russe. Aucune preuve nécessaire. D'ailleurs, la plupart de ces accusations ont été démenties. Ensuite, il y a eu les accords de Minsk. On sait maintenant que les pays occidentaux les ont sabotés pendant sept ans. On sait aussi que l'accord d'Istanbul a été torpillé par les États-Unis et le Royaume-Uni. On l'a entendu de la bouche des Turcs, de l'ancien Premier ministre israélien, de l'ancien chef de l'armée allemande. Enfin, tout le monde le dit... C'est devenu une évidence aujourd'hui.

Et bien sûr, il y a eu aussi Nord Stream. C'était encore une fois le scénario de Poutine, détruire sa propre infrastructure énergétique... jusqu'à ce qu'on découvre, en fait, que ce n'était pas la Russie. On nous disait que qualifier le gouvernement ukrainien de corrompu, c'était simplement, vous savez, un argument de propagande russe. Et maintenant, tout à coup, c'est devenu acceptable. On nous disait aussi que parler des éléments fascistes en Ukraine relevait de la propagande russe, jusqu'à ce que les Polonais, après quatre ans, commencent soudainement à s'en inquiéter. Et les unes après les autres, toutes ces choses qu'on n'avait pas le droit de dire se révèlent finalement exactes. Mais... il n'y aura aucune responsabilité.

Et les gens qui ont raconté toutes ces absurdités, ceux qui ont censuré et sali les autres, eh bien, ils sont toujours là. Ce genre de personnes détestables finit toujours par remonter à la surface. Et tous ceux qui ont osé s'y opposer restent considérés comme des traîtres, simplement parce qu'ils n'ont pas scandé les bons slogans anti-russes. Mais... comment expliquer ça ? Parce que parfois, je fais remarquer, ici dans ce pays, que c'est la Russie qui a provoqué cette guerre. Et là, j'ai le ministre de la Défense qui m'accuse d'être un propagandiste russe. C'est ce que fait le gouvernement maintenant : il s'en prend aux universitaires. Si vous dites que la Russie est en train de gagner, ils répondent "ah bon ?", mais sans jamais se demander pourquoi, ni regarder les faits ou les chiffres.

On dit que c'est un argument pro-russe. Si vous dites que les sanctions ne marcheront pas, eh bien, c'est pro-russe. Il n'y a pas de débat. C'est juste : soit vous scandez pour un camp, soit pour l'autre. Franchement, l'immaturité politique, c'est sans doute la meilleure façon de décrire ça. Donc, oui, pour faire court... pourquoi ? Pourquoi en est-on là ? Parce que les responsables européens — on en avait de grands autrefois, les Américains aussi d'ailleurs. Où sont passés les diplomates ? Où sont les vrais politiques ? Je regarde les gens qui nous représentent, et honnêtement, c'est vraiment le pire. Il n'y a plus rien.

#Richard Sakwa

Absolument. La dégénérescence des élites européennes, si on met de côté les États-Unis, est vraiment choquante. Le niveau de connaissance historique, ou même de compréhension des réalités géopolitiques... On n'a pas besoin d'être un réaliste pour ça. On peut très bien rester un idéaliste, défendre la démocratie, et tout le reste. Mais il faut quand même comprendre que le monde est un ensemble beaucoup plus complexe. Alors, je dirais que la première partie de... enfin, c'est une excellente question. Pourquoi ? Eh bien, c'est bien sûr ce faux universalisme de l'Occident politique. Cet Occident qui prétend être universel, tout en sapant le véritable universalisme inscrit dans la Charte des Nations unies, celui qui repose sur l'internationalisme souverain, les cent quatre-vingt-treize États souverains. Ils ne peuvent pas l'accepter. Ce qu'on appelle l'ordre international libéral, ou l'ordre fondé sur des règles, prétend être en réalité le seul modèle d'ordre mondial à la fois efficace et viable.

Les Chinois, les Russes, les Indiens, beaucoup de pays africains, et d'autres encore, s'y opposent. Donc ce n'est pas seulement la Russie, bien sûr. Et c'est pour ça qu'on voit apparaître ce qu'on pourrait appeler l'Est politique, ou peut-être même l'Est global face à l'Ouest global, avec le Sud global aussi. Voilà. Le premier point, c'est que l'Ouest politique est devenu hermétique. Et à cause de ça, d'ailleurs, les élites européennes, qui dépendent de Washington depuis si longtemps, sont devenues subalternes. Elles ont oublié, ou plutôt perdu, la capacité de se dire : attendez, quel est, d'abord, l'intérêt national de l'Europe dans son ensemble ? Et bien sûr, l'intérêt national des États qui composent cet Ouest politique.

Les États-Unis ont toujours gardé leur souveraineté, ils se sont toujours tenus à part, même vis-à-vis de leur propre système d'alliances. Mais nous, non. Nous y avons tellement adhéré qu'on s'y est

perdus. Voilà le premier point. Le deuxième, c'est une question de génération. Je cite quelqu'un qui m'a fait penser à Aldous Huxley. Dans la préface de l'édition de mil neuf cent quarante-six de son livre, publié pour la première fois en mil neuf cent trente-deux, **Le Meilleur des mondes**, il fait une remarque incroyable, et tellement actuelle. Il dit qu'après la guerre de Trente Ans, de seize cent dix-huit à seize cent quarante-huit, pendant plus d'un siècle, notre génération — après cette sauvagerie, vous savez, un tiers de la population allemande avait été tué pendant cette guerre — eh bien, pendant cent ans, les élites politiques sont devenues conservatrices. Par là, il voulait dire prudentes, pas aventureuses politiquement, pas militaristes, conscientes des ravages que la guerre peut provoquer.

Ensuite, il dit que nous avons perdu cela, et que c'est pour cette raison qu'il y a eu, selon lui, ces trente années de guerre civile européenne, de mille neuf cent quatorze à mille neuf cent quarante-quatre. Donc, encore une fois, on retrouve le même phénomène aujourd'hui, après quelques générations, et même les armes nucléaires semblent avoir perdu leur pouvoir de dissuasion. C'est le deuxième point. Le troisième, c'est que tout cela concerne la mémoire, ou l'oubli, comme si l'histoire commençait hier, sans aucune tentative de la replacer dans son contexte. Souvenez-vous, Ernest Renan, à la fin du dix-neuvième siècle, posait cette question célèbre : qu'est-ce qu'une nation ? Et il y répondait en disant qu'une nation se construit autant sur ce qu'elle oublie que sur ce dont elle se souvient. Autrement dit, la mémoire est toujours sélective. Et pour construire une nation, il faut savoir oublier les mauvais côtés et mettre en avant les bons.

C'est exactement ce que fait aujourd'hui l'Occident politique. Ce n'est pas une nation, c'est un bloc, et il doit maintenir une discipline de bloc. Il faut intégrer cette forme de suppression de la mémoire historique authentique. D'abord, bien sûr, cela se voit à propos de la Seconde Guerre mondiale, et plus largement dans toute l'évaluation de l'Union soviétique. Le Parlement européen a adopté des résolutions absolument consternantes, d'un révisionnisme historique parmi les plus graves. Et bien sûr, comme vous le dites, les Lettons, les Estoniens, les Lituaniens... comme si leur propre souffrance, bien réelle évidemment, avait été érigée en absolu. L'Union européenne aurait pourtant dû la mettre en perspective, comme elle l'a fait pour le conflit entre la France et l'Allemagne, afin de rendre la guerre impossible.

C'était ça, le défi qui se posait à nous après la fin de la guerre froide : faire la même chose avec la Russie, l'intégrer dans une communauté de nations. Mais ça n'a pas été possible, parce qu'il y a ce qu'on appelle l'Occident politique — cet Occident collectif, l'Occident atlantique, l'OTAN, l'Union européenne, et tout ce qui va avec. Et puis, il y a un dernier point, qui va peut-être au-delà de tout ça. Si vous me permettez... voilà, j'en avais pris note. Le fait, justement, qu'on ait tout cela. Je voudrais revenir au grand philosophe Vadim Tsimbourski. Il a écrit ce livre célèbre intitulé **La Russie-île**, où il replace tout ça dans une perspective historique très large. Dans ce livre, et dans les révisions ou les recueils de ses articles par la suite, il développe une idée qui nous aide vraiment à comprendre les choses dans leur ensemble. Il regarde la Russie — un pays immense, peu peuplé — et il pose cette question : comment gouverner une telle société ?

Il a toujours défendu un fédéralisme maximal, la dévolution, et tout ce qui va avec. Mais la Russie, disait-il, est entourée de ce qu'il appelait le « limitrof ». Les Romains parlaient de la frontière de l'Empire romain — le *limes*, la limite, la zone frontalière. Et son idée de la « Russie-île », c'était que, quand la Russie s'aventure dans cet espace liminal, ce limitrof que sont l'Ukraine, la Pologne ou d'autres régions, elle se met en danger. Bien sûr, parfois elle n'a pas le choix. Mais à propos de l'Ukraine, il comprenait très bien que c'était une zone d'intérêt vital pour la sécurité du pays. Néanmoins, pour la Russie comme pour l'autre camp, c'est-à-dire l'Occident, cela représente un risque immense : ce conflit autour de la limite, quand la Russie va trop loin, la met en péril d'effondrement — comme on l'a vu avec l'Union soviétique, comme on l'a vu avec l'Empire russe. Et je pense que Tsimbourski a encore beaucoup à nous dire aujourd'hui.

Et plus encore, il est devenu aujourd'hui la figure la plus représentative de ce qui est, à mes yeux, le courant intellectuel le plus intéressant en Russie en ce moment. Pour simplifier, appelons-les les conservateurs libéraux. Ce sont des conservateurs à bien des égards, qui défendent en partie l'idée d'un État-civilisation, mais en y associant le constitutionnalisme, l'État de droit, et tout ce qui va avec. Et lors de mes récentes conférences à Moscou et à Pskov, j'ai dit que c'est cette tendance-là qu'il faut vraiment écouter. Il y a en Russie des gens qui disent exactement ce que nous disons : ils condamnent la russophobie, mais aussi la westophobie, et ils essaient d'expliquer qu'il faut trouver une manière de gérer cette limite de la Russie, qui touche aussi à la question de la façon dont nous nous gouvernons nous-mêmes.

J'ai parlé du démocratisme, de la démocratie illibérale, et bien sûr, de la situation à l'intérieur même de la Russie. Je pense que c'est là que le débat devient vraiment plus intéressant, plus fécond. Mais, comme vous le dites, il y a aussi la question du niveau du discours public. Puis-je juste ajouter une dernière chose ? La ligne de Tsimbourski s'oppose très clairement à celle de beaucoup d'autres — les plus militants, les radicaux — disons, la ligne de Dugin en philosophie politique. Celle-ci est beaucoup plus implacable dans ses attaques et, bien sûr, elle insiste aussi sur le caractère non européen du développement russe, du développement eurasien, et tout ce qui va avec.

Mais juste pour dire, cette ligne libérale-conservatrice est vraiment, vraiment... j'irais même jusqu'à dire que c'est la ligne dominante au Kremlin. C'est pour ça qu'on appelle au dialogue et à la diplomatie. Il y a là-bas des gens prêts à parler, prêts pour la paix. Ils veulent mettre fin à cette guerre. Il n'y a pas d'enthousiasme populaire pour cette guerre. Il n'y a pas non plus d'enthousiasme populaire pour l'anti-européisme. Ils sont très critiques envers ses politiques et sa direction. Mais, sur le plan culturel, en profondeur, les Russes sont aujourd'hui des Européens. Il faut qu'on trouve une nouvelle base, un nouveau cadre pour construire une nouvelle communauté européenne à l'échelle du continent.

#Glenn

Eh bien, j'espère que ça ne restera pas, disons, révolutionnaire ou controversé de se regarder soi-même, surtout quand on cherche aussi à réduire la compétition en matière de sécurité. Mais non, l'

idée de voir le monde simplement comme les gentils contre les méchants, je pense, comme je l'ai dit tout à l'heure, c'est quelque chose de profondément ancré dans la nature humaine. Oui, c'est assez destructeur, comme on a pu le constater. Et ça va complètement à l'encontre de la manière dont on résout les conflits internationaux — c'est-à-dire en comprenant vraiment les préoccupations légitimes de l'autre partie et en cherchant des compromis. Mais bon, espérons qu'on y arrivera. Alors, continuez à publier vos excellents travaux. Je suis un grand admirateur. Merci beaucoup.

#Richard Sakwa

Merci beaucoup. Merci.